

I) DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

I - OBJET : Procès-verbal du Conseil Municipale du 22 septembre 2025

PRÉSIDENT DE SÉANCE : M. Jimmy FARREAU
SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. Stéphan MARGUERITE

ÉTAIENT PRÉSENTS : 21

M. Jimmy FARREAU, M. Tony DAVIDAS, Mme Odile RÉSIDENT (arrivée 18h14), M. François BABO, Mme Tulie TONNET, Ludovic OCCOLIER, Nathalie CANCORIET, M. Chantal MINOT, Mme Fionna RÉSIDENT, Mme Elodie LUTHBERT, Mme Marlène MAINGÉ, Mme Moïse PIERRE-LOUIS, M. Teddy POPULO, M. Jekhiel MELCHIOR, M. Stéphan MARGUERITE, Mme Elodie BAPTÉ, Mme Samantha ZAMOR, M. Georges CLÉON, M. Alex AUGUSTE-CHARLERY, Mme Jeannie JEAN-MARIE, Mme Lucie LEBRAVE.

ABSENTS EXCUSÉS : 0

ABSENTS NON EXCUSÉS : 6

Mme Sandra BRUNO
M. Lyvaïl ZACHARIE
M. Albany JEAN-GILLES
M. Fernand ODONNAT
Mme Mireille VOLTINE
Mme Ghislaine SÉNÉLY

REPRÉSENTÉS : 2

M. Ernest JEAN-LAMBERT donne pouvoir à M. Georges CLÉON
Mme Christiane MORAND donne pouvoir à M. Teddy POPULO

- Nombre de conseillers en exercice : 29
- Nombre de conseillers présents : 21
- Nombre de conseillers absents non excusés : 6
- Nombre de conseillers représentés : 2

Mme Mélissa ABOUÉ-ZAMBO, Directrice Générale des Services, procède à l'appel des conseillers. Le quorum étant atteint, Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Conformément à l'article L.2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil. M. Stéphan MARGUERITE a été désigné à l'unanimité des suffrages, pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

DIRECTION GÉNÉRALE

I - EXAMEN DU PROCÈS-VERBAL DU 10 JUILLET 2025

Débat :

Mme LEBRAVE dit qu'à la page 7 dans le dossier « subventions aux associations », qu'elle n'a pas pris part au vote, et cela n'a pas été mentionné. De plus, à la page 8, dans le propos de M. Tony DAVIDAS, une coquille s'est glissée, il faut lire « terrien » et non « terrain ».

VOTE :

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité des membres présents et représentés moins deux abstentions.

2- OBJET : MISE EN ŒUVRE DE LA DÉMARCHE D'ADOPTION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE (PCS)

Mme Fiona RÉSIDANT présente le rapport.

Débat :

Aucune observation n'étant formulée, Monsieur le Président met aux voix.

VOTE :

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité des membres présents et représentés.

3 - OBJET : DÉLIBÉRATION CADRE POUR LA DÉFINITION D'UNE STRATÉGIE PATRIMONIALE DE LA COLLECTIVITÉ

M. Ludovic OCCOLIER rapporte.

18 h 08 : Arrivée de Mme Samantha ZAMOR
18 h 14 : Arrivée de Mme Odile RÉSIDENT

Débat :

Mme LEBRAVE souligne que l'adoption de cette délibération visant à définir une stratégie patrimoniale pour la collectivité est positive car cela permettra de déterminer les charges d'amortissement de façon précise.

Mme JEAN-MARIE s'interroge sur les objectifs de ce recensement et souhaite savoir qui sont les individus occupant illégalement le domaine public sur le plan économique.

M. le Président indique qu'il n'est pas possible d'occuper le domaine public de manière gracieuse. Il s'agit d'une occupation payante, nécessitant l'identification et la collecte d'une redevance pour assurer la mise en conformité et générer des revenus pour la Ville. Par ailleurs, le recensement facilitera une analyse approfondie et la régularisation des situations non conformes. Cette stratégie ne sera que novatrice pour la Ville.

Mme LEBRAVE dit que la Ville est au courant de ce qui se passe sur son territoire, et sait quelles sont les éventuelles entreprises qui occupent le domaine privé ou public. Elle demande s'il existe déjà une évaluation.

Monsieur le Président acquiesce, soulignant ainsi l'importance du travail de l'auditeur, qui est chargé de recenser les occupations au sein de la commune.

VOTE :

Le Conseil Municipal vote à l'unanimité des membres présents et représentés, moins deux abstentions.

4 - OBJET : MISE A JOUR DU TABLEAU DE CLASSEMENT DES VOIES COMMUNALES

Mme Tulie TONNET présente le rapport.

Débat :

Monsieur le Président rappelle que, par le passé, le développement du réseau urbain dans certaines zones s'accompagnait nécessairement de l'aménagement des voies. Les maires sollicitaient alors des propriétaires terriens pour des servitudes, des passages afin de permettre l'urbanisation des quartiers et d'améliorer l'accès aux habitations pour désenclaver les terrains, souvent sans document formalisé. Aujourd'hui, certaines voies dites communales restent la propriété de particuliers. L'objet de la présente délibération est d'intégrer ces voies au domaine communal, ce qui permettra à la ville d'obtenir davantage de dotations pour leur entretien, en raison de l'augmentation du linéaire de voies. La commune assure déjà l'entretien de ces voies, sans avoir bénéficié jusqu'ici de subventions.

Mme LEBRAVE mentionne que dans l'annexe la route de BEL-AIR est indiquée, cela inclut-il les quartiers de Bel-Air, Placide et Ensfelder ?

M. le Président précise qu'il s'agit d'une vaste portion de la voie de Bel-Air, d'une superficie de 1700 m².

VOTE :

Le Conseil Municipal vote à l'unanimité des membres présents et représentés, moins deux abstentions.

5 - OBJET : COMMUNICATION DU RAPPORT DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES (CRC) SUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES DES ANTILLES FACE A LA POLLUTION DES SARGASSES

M. CLEON présente le rapport.

VOTE :

Ce point n'appelle pas à un vote.

• DIRECTION DES RESSOURCES ET MOYENS

6 - OBJET : AP/CP - OPÉRATION "POURSUITE DE L'AMÉNAGEMENT DE L'EAT DE POINTE FAULA - PHASE I"

Mme Odile RÉSIDENT présente le rapport.

Débat :

Mme LEBRAVE indique qu'en septembre de l'année dernière, lors du point présenté en conseil municipal sur le « plan de financement pour la réalisation de l'EAT », plusieurs scénarios d'activités avaient été envisagés. Ce soir, pour ce même projet, il est question de poursuivre l'aménagement de l'EAT de la Pointe Faula, en se concentrant sur la phase I. Elle s'interroge donc sur ce que comprend précisément cette phase I aujourd'hui, par rapport à ce qui avait été présentée l'année précédente. Elle souhaite savoir combien de phases sont prévues au total, étant donné que le financement repose sur des crédits de paiement pluriannuels.

M. le Président explique que les travaux ont été divisés en trois phases. Il précise qu'il est possible que ces phases soient réparties en quatre, en fonction de l'avancement des travaux, des fonds disponibles, et de la manière dont seront attribués les fonds européens. La première phase concerne l'assistance à maîtrise d'ouvrage, et dans un premier temps, certains aménagements seront réalisés, notamment la construction de toilettes publiques, de vestiaires, ainsi que l'aménagement de l'espace du kiosque pour jazz à la Pointe. La ville est déjà en mesure de financer ces premiers travaux.

Mme LEBRAVE explique que l'an dernier il y avait aussi 3 phases, Volet I - VRD pour un montant de 2 843 305 €, volet 2 : activité nautique pour 1 237 084 € et le dernier volet Aménagements pour 1 872 091 €, elle demande si la phase I de cette année correspond à la phase I VRD de l'an dernier.

Monsieur le Président répond par la négative.

Mme JEAN-MARIE demande que contiennent les phases 2 et 3.

M. le Président indique que les différentes phases du projet comprennent : les travaux de voirie et réseaux divers (VRD), la réalisation des routes et des parkings, l'évacuation des eaux pluviales, l'aménagement des terrains de sport, le ré-ensablement de la plage, la lutte contre l'érosion, les opérations de fleurissement, la construction d'un poste de secours, le désenclavement du site, notamment à travers l'aménagement d'une voie parallèle à l'avenue ANDRIVON-MILTON, facilitant l'accès à la Pointe Faula.

Mme LEBRAVE demande qu'un point spécifique soit inscrit à l'ordre du jour d'un prochain conseil municipal afin de présenter de manière détaillée les données financières allouées à chacune des phases de l'étude d'Aménagement Touristique (EAT) de la Pointe Faula. Elle souhaite également disposer d'un plan précis des travaux à réaliser, en soulignant que les informations communiquées à ce sujet tendent à varier d'un conseil municipal à l'autre.

M. le Président précise que les priorités d'intervention sont définies en fonction des financements disponibles. Il souligne l'urgence de rénover les espaces vêtustes ou inutilisables

afin de dynamiser l'activité touristique et renforcer l'attractivité du site. À ce titre, il cite en exemple le projet "Jazz à la Pointe", qui connaît un fort succès auprès des visiteurs. La collectivité souhaite accompagner les organisateurs pour assurer la pérennité de cet événement et permettre une rentabilité durable pour les prestataires impliqués, ainsi que pour d'autres partenaires du territoire.

Mme LEBRAVE reprend la parole pour rappeler que l'Étude d'Aménagement Touristique (EAT) était portée à l'époque de l'ancienne Région, aujourd'hui remplacée par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM). Elle s'interroge sur la répartition des responsabilités dans la poursuite du projet : la Ville en assure-t-elle désormais pleinement la conduite, ou la CTM reste-t-elle impliquée, compte tenu de son rôle initial dans ce dossier ?

M. le Président précise qu'il existe deux Études d'Aménagement Touristique (EAT) distinctes : l'une pour la Pointe Faula et l'autre pour Macabou, chacune relevant de modalités de gestion différentes.

Pour la Pointe Faula, la Ville assure la maîtrise d'œuvre. Le financement dépend des fonds européens FEADER, attribués par la CTM.

Concernant l'EAT de Macabou, une convention a été signée entre la Ville et la Collectivité Territoriale de Martinique. Cette convention permet à la CTM de lancer les procédures de marché pour sélectionner les prestataires chargés de l'assistance à maîtrise d'œuvre. À ce stade, le rôle de la CTM est répartiteur des fonds européens.

Le choix initial de collaboration avec la CTM s'explique par son expertise en matière de gestion des routes départementales et nationales. Ainsi, la Ville a opté pour une co-assistance à maîtrise d'œuvre, afin de bénéficier de l'expérience des techniciens de la CTM, notamment pour la réalisation de la route de Macabou, un projet de grande envergure.

Aujourd'hui, la Ville est en attente du lancement du marché, de la sélection de l'entreprise retenue, ainsi que de la confirmation du type de fonds mobilisés : FEADER ou FEDER.

Il ajoute que le Président du Conseil Exécutif accorde une attention particulière à la concrétisation de ce projet, qu'il souhaite vivement voir aboutir.

M. CLEON explique que, lorsqu'il présidait la commission Bâtiments et Travaux Publics à la CTM, les travaux étaient déjà finalisés et les marchés prêts à être lancés au moment de leur départ en 2021. Quatre ans plus tard, le dossier reste toutefois en suspens ; il s'étonne de cette attente prolongée, d'autant que le projet présenté aujourd'hui n'a pas évolué d'un iota.

Mme LEBRAVE confirme les propos de M. CLÉON, puisqu'elle siégeait également à la CTM à cette période.

M. le Président ajoute que la population s'interroge elle aussi sur l'attente entourant ce dossier.

VOTE :

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité des membres présents et représentés moins trois (3) abstentions.

7 - OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N° 1

M. Ludovic OCCOLIER présente le rapport.

Débat :

Madame LEBRAVE pose plusieurs questions :

Dans la section de fonctionnement « Le projet de labellisation « Ville Amie des Aînés » d'un

montant de 23 327,50 € sera imputé dans quel chapitre.

Lors du vote du budget, une somme de 23 113,51 € avait été allouée pour l'acquisition d'un quad. Cependant, dans la décision modificative présentée aujourd'hui, ce montant a été ajusté à 23 247,96 €. Elle souhaite donc savoir si la Ville prendra en charge la différence, d'autant que la subvention DETR reste inchangée à 20 802,16 €.

De plus, à la page 23 concernant la création du terrain multisports à Sigy, le budget a été réévalué et s'élève désormais à 296 000 €. Les subventions attendues seront-elles bien allouées, sachant que la participation de l'ANS et de l'Etat est respectivement de 70 000 € et 62 000 € ? Ce projet pourra-t-il être réalisé ?

Concernant les études de maîtrise d'œuvre pour le projet du pôle économique, social et solidaire, un budget initial de 59 690,00 € avait été prévu, mais il a été réajusté à 70 000 €. Quelle est la raison de cette augmentation ?

Madame MAGDELONNETTE précise que les 23 327,50 € seront imputés sur le compte 74 888 du Chapitre 74, à la section de fonctionnement recettes, page 23.

Monsieur le Président répond que les augmentations peuvent résulter de plusieurs facteurs, tels que l'augmentation des coûts des matériaux et du transport, certaines charges liées à l'octroi de mer, des prévisions internes qui diffèrent de celles transmises par les cabinets, ou encore des réponses des entreprises lors des appels d'offres, qui peuvent proposer des montants plus élevés. Ainsi, en fonction du plan de financement, il est nécessaire d'ajuster en fonction de l'entreprise retenue.

Concernant le terrain de Sigy, les coûts d'approche avaient été mal estimés en raison d'importants écoulements d'eau lors des pluies. Afin de protéger l'équipement, les travaux d'approche seront différents. L'ANS et l'Etat soutiennent toujours ce projet.

Mme MAGDELONNETTE souligne que la hausse du coût du quad est due à l'inclusion du montant de la carte grise.

M. le Président indique que pour le financement de l'épicerie solidaire et sociale, le coût de l'étude est calculé selon un pourcentage par rapport aux travaux. Par conséquent, avec l'augmentation des coûts des travaux, le coût de l'étude a également augmenté.

VOTE :

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité des membres présents et représentés.

8 - OBJET : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EN NATURE A L'ASSOCIATION BDM CONCEPT - PRISE EN CHARGE D'UNE DÉPENSE DE SONORISATION

Mme Moïse PIERRE-LOUIS présente le rapport.

Débat :

M. le Président dit que la période estivale n'existe pas en Martinique ; on parle de période de grandes vacances.

VOTE :

Le Conseil Municipal autorise à l'unanimité des membres présents et représentés.

9 - OBJET : ADMISSION EN NON-VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Mme Moïse PIERRE-LOUIS présente le rapport.

Débat :

Mme LEBRAVE reconnaît qu'il est possible d'aider pour des loyers impayés, mais pour la taxe locale sur la publicité extérieure et la redevance du domaine public, elle souligne l'importance de responsabiliser les individus, en particulier ceux qui occupent le domaine public. Elle exprime son opposition à l'idée d'apurer complètement ces dettes.

M. le Président rétorque que le comptable public est vigilant et que, tôt ou tard, ces montants devront être recouvrés.

M. CLÉON informe que par le passé certaines sommes avaient été retirées des comptes et par la suite ont été recouvrées par le comptable public.

VOTE :

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité des membres présents et représentés moins deux abstentions.

10 - OBJET : VENTE D'UNE EMPRISE DE TERRAIN DE 12 m² A DÉTACHER DE LA PARCELLE COMMUNALE B n° 852

M. François BABO présente le rapport.

Débat :

Aucune observation n'étant formulée, Monsieur le Président met aux voix.

VOTE :

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité des membres présents et représentés.

11 - OBJET : TRANSFERT DE VENTE DU TERRAIN COMMUNAL A n° 888

M. Ludovic OCCOLIER présente le rapport.

Débat :

Mme JEAN-MARIE s'interroge sur les raisons pour lesquelles une délibération adoptée en 1998 n'entraîne le transfert de terrain qu'en 2025, pourquoi ce si long délai.

Monsieur le Président explique que le délai n'est pas imputable à la Ville, mais plutôt aux héritiers, précisant que les acheteurs effectuent leurs paiements en fonction de leurs capacités financières.

VOTE :

Le Conseil Municipal autorise à l'unanimité des membres présents et représentés.

12- OBJET : PLAN DE FINANCEMENT : EXTENSION DU SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION

Mme Elodie LUTHERBERT présente le rapport.

Débat :

Aucune observation n'étant formulée, Monsieur le Président met aux voix.

VOTE :

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité des membres présents et représentés.

13 - OBJET : DEMANDE D'AVANCE AU FEADER DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES VOIRIES AUX QUARTIERS BELLE ÉTOILE ET BEAUJOLAIS

M. Jeckiel MELCHIOR présente le rapport.

Débat :

Aucune observation n'étant formulée, Monsieur le Président met aux voix.

VOTE :

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité des membres présents et représentés.

14 - OBJET : RENOUELEMENT CONVENTION D'ADHÉSION AU SERVICE D'ASSISTANCE EN GESTION DE CONTRAT D'ASSURANCE STATUTAIRE

**(CNP assurances) RENDUE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION
PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE.**

Mme Odile RESIDENT présente le rapport.

Débat :

Aucune observation n'étant formulée, Monsieur le Président met aux voix.

VOTE :

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité des membres présents et représentés.

**15 - OBJET : ADOPTION DES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION (LDG)
2024-2027.**

M. Teddy POPULO présente le rapport.

Débat :

Aucune observation n'étant formulée, Monsieur le Président met aux voix.

VOTE :

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité des membres présents et représentés.

16 - OBJET : MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Mme Tulie TONNET présente le rapport.

Débat :

Aucune observation n'étant formulée, Monsieur le Président met aux voix.

VOTE :

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité des membres présents et représentés, moins deux
(2) abstentions.

• DIRECTION DES RELATIONS DE PROXIMITÉ ET DE LA VIE LOCALE

17 - OBJET : CONCOURS APPORTÉS AUX ASSOCIATIONS

Mme Samantha ZAMOR présente le rapport.

Débat :

Aucune observation n'étant formulée, Monsieur le Président met aux voix.

VOTE :

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité des membres présents et représentés.

INFORMATIONS :

1. M. le Président est heureux d'annoncer qu'en juillet 2025, la Ville a voté en faveur de son adhésion au Réseau Amies des Aînés. Ce processus a été ponctué par plusieurs étapes importantes.

Tout d'abord, un questionnaire a été envoyé à 70 personnes afin de recueillir leurs avis et suggestions, posant ainsi les bases d'une réflexion collective sur les besoins des aînés.

Les ateliers, qui se sont déroulés lundi 16 et mardi 17 septembre 2025 au CGOSH, ont également joué un rôle essentiel. Chaque session a rassemblé 46 participants, y compris des membres du Conseil des Sages, illustrant ainsi l'engagement de la communauté. M. le Président souhaite exprimer sa profonde gratitude à tous ceux qui ont contribué à ces échanges fructueux.

Par ailleurs, le vendredi 19 septembre 2025 a été consacré à une rencontre avec 45 partenaires, permettant d'évaluer les deux jours d'ateliers et de discuter des prochaines étapes pour renforcer le soutien aux aînés dans notre Ville, où 37,3 % de la population est composée de seniors, contre une moyenne de 31 % en Martinique selon l'INSEE (sources 2023). Les thèmes les plus souvent évoqués incluent l'autonomie, les services, les soins, le cadre de vie et le social. Cette collaboration est cruciale pour garantir un avenir meilleur et plus inclusif pour tous.

Pour la suite, un diagnostic du territoire et des états des lieux seront réalisés afin d'identifier la vision des administrés et de rassembler des données factuelles. Un plan d'action sera élaboré avec les membres du comité technique, visant à répondre aux exigences du label, dans l'espoir d'obtenir la labellisation au cours du premier trimestre 2026.

2. Mme LEBRAVE informe qu'elle prendra en charge les frais de bouche et de transport à Paris lors de son déplacement pour le congrès des maires.

Fin de la séance : 19 heures 30

Conseil Municipal du 01 décembre 2025

10